

**Monsieur le Trésorier-Payeur Général, Gérant Intérimaire,**

L'usage voudrait que lorsqu'un nouveau TPG ou Fondé de Pouvoir est affecté dans un département, il reçoive les Organisations Syndicales représentatives afin d'une part de faire connaissance mais également pour leur donner les axes essentiels de la mission qui lui ont été confiés par le Directeur Général.

Nous avons bien reçu votre mél du 4 septembre et vous en accusons réception aujourd'hui, lequel fait état, outre votre attachement à la qualité des relations humaines, d'une feuille de route particulièrement ambitieuse et responsabilisante. Nous y reviendrons plus tard au cours de la déclaration.

Votre arrivée dans le département intervient dans un contexte particulièrement difficile pour le Service Public dont la RGPP en est le socle. L'Etat doit être géré comme une entreprise, il ne s'agit plus de gouverner mais rechercher la performance. Le département connaît des vacances perpétuelles d'emploi qui varient de 50 à 70 emplois. Les conditions de travail des agents se dégradent de mois en mois. Les personnels n'en peuvent plus de l'accumulation de réformes qui en plus de désorganiser durablement les services, se contredisent les unes avec les autres. Les agents ne sont pas hostiles aux réformes si elles leur profitent, si elles sont assez lisibles pour éclaircir un avenir incertain et si elles ne sont pas une régression pour le Service Public. Or la fusion, telle qu'elle a été érigée, ne se préoccupe pas du Service Public mais est uniquement une machine à détruire les emplois. Les résultats économiques et budgétaires connus ces derniers temps n'augurent rien de bon sur le maintien de l'intervention publique. Les suppressions d'emplois de fonctionnaires et la perte de missions publiques pour combler une partie des déficits budgétaires sont la même recette dogmatique avancée depuis des années. Dans les Hauts-de-Seine nous avons perdu 10% de nos effectifs en 5 ans.

Justement, vous êtes chargés depuis maintenant 3 semaines de préfigurer le pôle Gestion Publique dans notre département au sein de la DLU. Nous souhaiterions concrètement que vous définissiez votre mission et quel en est l'objectif final.

L'ancienne Direction avait, selon ses dires, pressenti le rapprochement entre les Impôts et le Trésor, ce qui a eu pour conséquence la fermeture de 7 Trésoreries. La dernière en date étant prévue après-demain alors que les personnels, les usagers s'y sont unanimement opposés. Nous craignons que ce mouvement s'accélère afin de coller à terme la carte des Trésoreries avec celle des CDI. Nous souhaiterions donc connaître vos positions sur ce sujet.

Nous souhaitons également connaître le périmètre exact de vos fonctions hiérarchiques. En effet, la mise en place de la DLU scinde nos missions historiques vers 3 interlocuteurs dits n°2. A quand un organigramme digne de ce nom communiqué au personnel et à leurs représentants ?

Depuis bientôt 6 mois avec l'annonce de la préfiguration départementale, on nous renvoie d'interlocuteurs en interlocuteurs sans qu'aucun d'entre eux ne puisse véritablement répondre à notre question simple : qui fait quoi ? Pour résumer : quelle est votre lettre de mission ? Celle de Monsieur PARAF ainsi que celle de Monsieur BOUTELEUX ? Celle de Monsieur BOURGEON étant de tester des formes de management unique, vous comprendrez que la clarté de cette formulation nous laisse pour le moins sceptiques.

Les agents veulent du concret, de la transparence et la vérité sur leur devenir : qu'ils viennent de Trésoreries spécialisées Impôts ou SPL, des Trésoreries mixtes, des Amendes, de la Recette des Finances, des services recouvrements en TG, des Produits Divers, des services dits transverses (Ressources Humaines et Budgétaires, les informaticiens...) tous nous

demandent : et la DLU c'en est où ? Ca consiste en quoi au juste ?

Tous les efforts consentis par les personnels pour maintenir un Service Public de qualité ne sont même pas récompensés par des augmentations salariales au moins au niveau de l'inflation, le passif salarial continue inexorablement de se creuser. Les inquiétudes liées à la dégradation des conditions de travail du fait des vacances d'emplois, de l'accumulation des réformes peu lisibles et mal comprises, de la non reconnaissance des qualifications tendent à transformer les interrogations des personnels en colère.

Vous avez réuni, hier, l'encadrement supérieur de la DLU, le peu que l'on puisse dire est que l'information distillée se fait avec la plus grande parcimonie. Vous voulez en faire les petits télégraphistes de votre réforme, au vu de l'engouement des uns et des autres, on peu dire que ça tombe à plat. Comment veut-on faire vivre une réforme alors que vous leur proposez des évolutions de carrière en faisant descendre tout le monde d'une marche?

Les mouvements sociaux du printemps ont vu les agents de la DGFIP, notamment dans ce département, se mobiliser avec des taux de grévistes très supérieurs aux moyennes nationales. Ces mobilisations ont forcé le gouvernement à une pause législative sur un certain nombre de dossiers touchant le statut de fonctionnaire. Les travaux parlementaires ayant repris cette semaine ne jetez pas d'huile sur le feu en restant sourd aux interrogations de votre personnel.

Les représentants CGT